Huit mois, ça va faire long !

mardi 1er septembre 2026, par Jacques COTTA

A huit mois de l'échéance, selon les sondages, *« les français semblent intéressés par la prochaine élection présidentielle »*. Mais sont-il intéressés par l'échéance électorale elle-même —8 mois c'est long— ou par les enjeux politiques qui n'attendent pas, qui sont présents, qui devront être tranchés dans les jours, les semaines, les mois qui viennent, et qui concernent leur vie immédiate ? Là réside sans doute la difficulté de tous les candidats qui se déclarent dans un casting digne d'une émission de « télé réalité » d'un genre nouveau.

Ce ne sont certainement pas les acteurs qui passionnent les Français. **Edouard Philippe** devant une friteuse, aux côtés de **Darmanin**, pour faire « proche du peuple », **Gabriel Attal** en compagnie de patrons de seconde zone, **Hollande**, qui outre « la loi travail » a engendré Macron, imaginatif, « la finance est toujours mon ennemie », et tous les autres, une trentaine plus ou moins connus, dont les **Villepin, Royal, Guedj, Brun, Faure, Baroin, Glucksmann, Laurent, Zemmour, Lassale, Arlette** (pardon son clone), et quelques autres dont évidemment **Mélenchon** et **Le Pen**.

Les Français n'attendent aucun « sauveur suprême ». Ils savent d'expérience que les promesses n'engagent en général que ceux qui veulent bien y croire. Ce ne sont pas des engagements qu'ils attendent, mais la prise en compte des préoccupations qui sont les leurs au quotidien. Parmi elles, le pouvoir d'achat, la flambée des prix, l'énergie (essence, gaz qui en cette rentrée s'envolent), la possibilité de se nourrir (fruits, légumes, viande deviennent pour des millions des produits de luxe), la capacité de se soigner, de se déplacer, de se loger… De vivre tout simplement.

C'est évidemment là que le bât blesse. Sur l'ensemble des questions qui donc préoccupent les Français, les réponses apportées par les uns et les autres, apparemment différentes pour certaines, se rejoignent de fait dans l'incapacité à agir demain dés lors que les décisions continuent sur l'essentiel de se prendre ailleurs. Le premier ministre **Lecornu** a le mérite de la clarté : *« il faut satisfaire nos engagements avec l'Union Européenne »* et faire les efforts demandés. Pas de crainte, nul parmi les prétendants ne propose la défense et reconquête de notre souveraineté comme une priorité face à l'union européenne ou autre institution supranationale qui décide en lieu et place du peuple français.

Pendant que le landerneau s'agite, le premier ministre déclare *« je ne suis pas candidat à l'élection présidentielle. Je ne me mêle pas de la campagne présidentielle (…) et je demande donc aux candidats à la présidentielle de ne pas entraver davantage l'action du gouvernement »*. On ne peut être plus clair. « L'action du gouvernement », « les choses sérieuses » conduites par Lecornu, c'est notamment le prochain budget qu'il compte présenter à l'Assemblée et faire voter dans les semaines qui viennent. C'est donc, en plus des augmentations que subissent les Français dans tous les domaines, le droit et les capacités de se soigner qui sont plus encore attaqués, le déremboursement d'une nouvelle série de médicaments et de soins, dont les soins dentaires, une baisse de la prise en compte et de l'indemnisation chômage, des coupes importantes dans « les dépenses publiques » avec, particulièrement visés, à nouveau les retraites, les arrêts maladies, et plus généralement tous les services publics dont, en cette période de rentrée, l'éducation.

« L'action du gouvernement », ce sont aussi les milliards d'euros piqués aux Français pour alimenter **« l'économie de guerre »**, l'industrie d'armement, dans une unanimité touchante depuis que les votes successifs des députés européens ou nationaux ont répondu à plusieurs reprises positivement

aux injonctions de Macron et de son gouvernement. Le gouvernement peut se sentir tranquille pour agir comme il l'entend, nul ne posant la nécessité d'une **grande mobilisation à la rentrée**, dans la foulée des pompiers par exemple, pour mettre un coup d'arrêt à tous les sales coups qui sont annoncés.

Ne parlant pas des choses sérieuses, chacun avance sur son terrain pour tenter de se démarquer. **Le RN, via Bardella**, annonce son projet de ratiboiser une série d'impôts s'il arrive au pouvoir, ce qui ne peut que séduire en période de disettes, et « d'interdire le port du voile » par l'établissement d'une amende en cas d'infraction. Ces propositions devraient être particulièrement bien accueillies par la France Insoumise si celle-ci était capable de rebondir pour une véritable réforme fiscale axée sur la répartition des richesses et sur le combat contre l'islamisme radical, ce qui de façon évidente n'est pas sa ligne. La FI laisse donc le terrain libre au RN qui caracole en tête des intentions de vote.

Plus, **la FI en général**, et Jean Luc Mélenchon en particulier, qui aspirent à affronter Marine Le Pen au deuxième tour des présidentielles, lui donnent des armes inespérées. **Yazid Arifi**, cadre de LFI, affirme vouloir « désoccidentaliser la France » lorsque **Clémence Guetté**, députée LFI très proche de Mélenchon, dénonce une « extrême droitisation de la société » dans la reconnaissance de *« la famille traditionnelle (…) le couple majoritairement hétérosexuel, la famille avec des enfants »* et pendant qu'**Imane El Hamzaoui**, autre responsable LFI, prévient *« la France éternelle est une fable […] La nouvelle France sonne comme le glas de la France, ou plutôt de leur France. Ceux-là ont raison d'avoir peur, et on leur reconnaît une certaine lucidité et clairvoyance »*.

A huit mois de l'échéance, voilà qui attaque fort. Huit mois c'est long, mais on peut faire confiance aux différents protagonistes pour tenir la distance… à moins que le peuple français qui n'en peut plus décide, contre tout pronostic, de faire irruption pour contrarier le scénario joué d'avance.

Jacques Cotta
le 1er septembre 2026